

le 17 avril 2009

L'amendement du député François ASENSI retenu par le gouvernement

Les ARS ne pourront plus démissionner les directeurs sans l'avis des présidents de conseil de surveillance

« Madame, Monsieur,

La loi Hôpital Patient Santé Territoire (HPST) accorde un pouvoir considérable aux futures ARS.

Il se concrétise notamment par la possibilité donnée au DARS de démissionner à sa guise le directeur de tout établissement.

Parallèlement, HPST porte la volonté affichée d'effacer les élus des instances qui dirigent l'hôpital. Là encore, il s'agit pour le pouvoir d'organiser une offre de soin qui ne tienne pas compte des besoins des territoires et de leurs habitants.

Afin de limiter ce pouvoir discrétionnaire de l'ARS tout en redonnant du poids à la parole des élus, j'ai porté devant l'Assemblée nationale un amendement qui demande à ce qu'aucun directeur ne soit démissionné sans l'avis du Président du Conseil de surveillance.

Cet amendement est, à mon sens, un véritable progrès par rapport au texte initial. Il rétablit le lien de confiance nécessaire que tissent un directeur d'établissement et son Président, tout en organisant un contre-pouvoir à la toute puissance de l'ARS.

La Ministre et le rapporteur du projet de loi ont accepté cet amendement, en reprenant l'idée qu'effectivement le Président du conseil d'administration pouvait être un médiateur adéquat entre les tutelles et le directeur. Les Députés l'ont voté.

Vous trouverez ci-après l'amendement que j'ai défendu et l'exposé des motifs par lequel je défends une politique de santé de qualité, moderne et accessible à tous.

Je vous prie de croire, Madame, Monsieur, en l'assurance de mes sentiments les meilleurs.



François ASENSI

Député de Sevrans, Tremblay et Villepinte

REFORME DE L'HOPITAL

Amendement N° 962

déposé par
le député de Seine-Saint-Denis, François ASENSI

Article 4

Au début de l'alinéa 7, qui donne pouvoir au directeur de l'Agence Régionale de Santé pour démissionner tout directeur d'établissement, sont insérés les mots « après avis du président du conseil de surveillance »

Vos réactions : courriel : fasensi@assemblee-nationale.fr • blog.francoisasensi.com

Exposé des motifs de l'Amendement présenté par François ASENSI

« Pour une politique de santé qui écoute les besoins des gens et des territoires »

« Le lien entre un hôpital public, un territoire et ses habitants est le symbole d'un certain modèle social fondé sur la proximité, l'égalité, la qualité du service public. C'est ce modèle social que nous défendons.

L'engagement des élus pour que les habitants aient droit à la meilleure des offres de soin a fait, par tradition, du maire le Président du Conseil d'administration.

Par la légitimité du suffrage universel, le président du CA travaille avec le directeur de l'hôpital pour offrir la meilleure des offres de soin. Leur collaboration est permanente.

L'alinéa 7 de l'article 4, tel que proposé par le gouvernement, est une remise en cause de ce travail, mené jusque-là en confiance. L'Etat s'octroie désormais le droit de démettre le directeur de l'hôpital, en mettant à l'écart l'ensemble du Conseil d'administration et son représentant, le Président du Conseil d'administration.

Cette toute puissance de l'Etat, imposée au Président, est inacceptable. C'est une remise en cause de sa légitimité. C'est un déni de son avis à pouvoir juger de l'action du directeur, avec d'autres critères que celui du coût. C'est tout autant du mépris pour les membres du Conseil d'administration qu'il représente, et en particulier les élus du suffrage universel qui y siègent. La présence des élus au sein du Conseil d'administration marque le droit pour les communes représentées à une santé de qualité, pour tous, et quel que soit son lieu d'habitation.

Or, l'alinéa 7 de l'article 4, en mettant de côté le Président du Conseil d'administration, dit la volonté explicite du gouvernement de nier les besoins de santé des territoires sur lesquels rayonne tout hôpital. Il nie la légitimité des élus à porter ces besoins. Cet article n'a qu'un objectif : mettre en place une gestion bureaucratique, pour qui fermeture de services, de lits ou d'établissements n'est qu'une ligne budgétaire de moins, mais qui dans la réalité impacte gravement, et l'offre de soin, et le tissu social local.

Parce que nous souhaitons une offre de soin qui réponde aux besoins des territoires et parce que les élus ne peuvent être écartés d'un choix qui détermine l'avenir de l'hôpital, nous demandons aux députés de bien vouloir redonner aux élus la place que l'on veut leur dénier.

Nous demandons aux députés, par cet amendement, de répondre à la question : les élus ne sont-ils pas aussi à même de pouvoir juger de l'action d'un directeur ? Nous vous demandons de défendre l'idée d'une politique de santé publique qui écoute les besoins des gens et des territoires.»



François ASENSI

Député de Sevrans, Tremblay et Villepinte